



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélémy d'Anjou

Saint-Barthélémy d'Anjou, le **22 juillet 2025**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ANGERS LOIRE METROPOLE

83 rue du Mail
BP 80529
49000 Angers

Références : EC-2025-324-INSP-ALM-Saint Jean de Linières-RAP

Code AIOT : 0006302557

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/05/2025 dans l'établissement ANGERS LOIRE METROPOLE implanté au lieu-dit « Le Sauloup » 49070 Saint-Léger-de-Linières. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite se déroule dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle (PPC).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ANGERS LOIRE METROPOLE
- Le Sauloup 49070 Saint-Léger-de-Linières
- Code AIOT : 0006302557
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La déchetterie située au lieu-dit « Le Sauloup » à Saint Jean de Linières, a comme nouvel exploitant depuis le 2 janvier 2025 la communauté urbaine Angers Loire Métropole.

L'arrêté préfectoral d'autorisation D3-2001-n°367 délivré le 15 mai 2001 au nom de l'Association des Amis et Compagnons d'Emmaüs au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, complété par l'arrêté modificatif DIDD-2011-n°9 du 10 janvier 2012 et par le donner acte du bénéfice de l'antériorité du 2 septembre 2013 **demeurent applicables intégralement sur l'ensemble du périmètre ICPE.**

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dispositions de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 19	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Dispositions de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Prévention des pollutions	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	Rejets	Arrêté Ministériel du 26/02/2012, article 38	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Collecte des effluents	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :

- corriger les non-conformités électriques sous 3 mois ;
- s'assurer de la disponibilité et la suffisance du poteau incendie pour assurer la défense incendie du site auprès des services de secours, sous 1 mois ;
- à défaut installer une réserve d'eau d'au moins 120 m³ sous 3 mois ;
- nettoyer le bassin de rétention et s'assurer de son étanchéité, sous 3 mois ;
- dégager les trappes des herbes et identifier le débourbeur et la vanne de coupure, sous 1 mois ;
- s'il n'y a pas de vanne, en installer une, sous 3 mois ;
- faire réaliser les analyses des eaux de rejet de l'établissement ;
- transmettre l'ensemble des justificatifs à l'inspection (photos, factures, résultats d'analyses).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. .../...

Constats :

L'inspection des installations classées constate que les installations électriques ont été vérifiées le 23 avril 2025.

Le rapport de vérification n°91660/25/5237 de la société SOCOTEC contient deux observations :

- calibre insuffisant pour l'interrupteur général ;
- éclairage par douille à bout de fils dans le bureau.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de corriger ces deux observations dans un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Dispositions de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 10 ;
- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des

matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : L'exploitant déclare qu'il manque un poteau incendie pour assurer la défense incendie des installations et que la mise en place d'une réserve d'eau de 120 m ³ n'est pas possible. L'inspection des installations classées constate la présence d'un poteau incendie à l'entrée du site le long de la D102 (voir photo).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de : - s'assurer de la disponibilité et la suffisance du poteau incendie pour assurer la défense incendie du site auprès des services de secours, sous 1 mois ; - à défaut, installer une réserve d'eau d'au minimum 120 m ³ sur site, sous 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des eaux d'extinction
Prescription contrôlée : .../... IV.-Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. .../...
Constats : L'inspection des installations classées constate que : - l'ensemble des eaux de ruissellement de la plateforme est dirigée vers un bassin de rétention ; - ce bassin est couvert de plantes ; - il y a des trappes de visites entre ce bassin et le point de rejet au milieu naturel ; - l'exploitant n'est pas en capacité d'ouvrir ces trappes lors de l'inspection, ni d'indiquer s'il y a une vanne de coupure ou un déboureur ; - il y a des traces d'irisation au point de rejet au milieu naturel.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de : - nettoyer le bassin de rétention et s'assurer de son étanchéité, sous 3 mois ;

- dégager les trappes des herbes et identifier le débourbeur et la vanne de coupure, sous 1 mois ;
- s'il n'y a pas de vanne, en installer une, sous 3 mois ;
- transmettre les justificatifs à l'inspection (photos, factures).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32

Thème(s) : Risques accidentels, Collecte des eaux pluviales

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection.

En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'inspection des installations classées constate que l'exploitant a :

- fait vidanger le séparateur hydrocarbures le 27 mai 2024 (facture 240600409 de la société SARP) ;
- fait curer les canalisations le 11 mars 2025 (compte rendu d'intervention n°4204693 de la société ORTEC).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/02/2012, article 38

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée

Prescription contrôlée :

.../...

Dans tous les cas, une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées à l'article 35 est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.

.../...

Constats :

L'exploitant déclare à l'inspection des installations classées que :

- les analyses des eaux de rejet ne sont pas réalisées ;
- un devis est signé en ce sens avec la société Aquascop (devis n°13803 du 19 mai 2025).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant, sous 1 mois, de :

- faire réaliser les analyses des eaux de rejet de l'établissement ;
- transmettre les résultats à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

Planche photographique associée à la visite d'inspection

N°2 : Dispositions de sécurité



poteau incendie à l'entrée du site

N°3 : Prévention des pollutions



bassin de rétention



point de rejet avec traces d'irisation



trappe vanne ou débourbeur



trappe vanne ou débourbeur